



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de vêtements de travail et d'équipements
de protection individuelle pour les personnels de
l'ISAE-SUPAERO.**











Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace
10 Avenue Marc Pégélin
BP 54032
31055 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 – Présentation de l'ISAE-SUPAERO	5
1.3 - Décomposition du contrat	6
1.4 - Type d'accord-cadre	6
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
1.5.1 – Modalités de passation des commandes selon le support (BPU, catalogue, devis) :...	6
1.5.2 - Modalités de passation des commandes selon le moyen (carte achat, bon de commande).....	7
2 - Pièces contractuelles	8
3 – Spécifications techniques.....	8
3.1 – Services et métiers à doter.....	8
3.2 – Visuels	8
3.3 – Marquage.....	8
3.4 – Normes	9
3.5 – Mise à disposition d'un portail internet.....	9
3.6 – Assistance technique / service après-vente.....	9
4 - Intervenants.....	10
4.1 - Sous-traitance.....	10
5 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
6 - Durée et délais d'exécution.....	10
6.1 - Durée du contrat	10
6.2 - Reconduction.....	10
6.3 – Délais.....	10
6.3.1 – Délais de livraison	10
6.3.1 – Délais de fourniture d'une prestation	11
7 - Prix	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Modalités de variation des prix.....	12
8 - Garanties Financières.....	13
9 - Avance	13
10 - Modalités de règlement des comptes.....	13
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	13
10.2 - Présentation des demandes de paiement	13
10.3 - Délai global de paiement.....	14
10.4 - Paiement des cotraitants.....	14
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	14
11 - Conditions d'exécution des prestations	14
11 - Développement durable	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations	15
12.1 - Vérifications	15
12.2 - Décision après vérification	15
13 - Garantie des prestations.....	15
14 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	15
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
16 - Pénalités.....	16
16.1 - Pénalités de retard.....	16
16.1 - Pénalités spécifiques	16
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16
17 - Assurances.....	17
18 - Clause de réexamen.....	17
19 - Résiliation du contrat	17
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	17

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
20 - Règlement des litiges et langues	18
21 – Dérogation à l'exclusivité du titulaire	18
22 - Dérogations	18

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les personnels de l'ISAE-SUPAERO.
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les personnels de l'ISAE-SUPAERO.

Le port d'un vêtement de travail doit répondre en priorité à un besoin de prévention des risques professionnels. Il est en premier lieu un équipement qui garantira à l'agent une hygiène et une sécurité dans son travail.

Le port d'un vêtement permet aussi une identification visuelle de l'agent, tant en interne que vers l'extérieur. Le vêtement devient un signe d'appartenance à un groupe. Il se pose alors en outil de communication.

La prestation doit répondre à des normes de sécurité, de confort et d'hygiène en fonction de la palette des métiers et des risques rencontrés au sein de l'institut et en fonction du climat de la saison (froid-chaud ou humide-sec).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

ISAE-SUPAERO
10 Avenue Marc Pégélin
BP 54032

31400 Toulouse

1.2 – Présentation de l'ISAE-SUPAERO

Leader mondial de l'enseignement supérieur pour l'ingénierie aérospatiale, l'ISAE-SUPAERO offre une gamme complète et unique de formations de très haut niveau : les formations ingénieur ISAE- SUPAERO et par apprentissage CNAM-ISAE, 1 master « Aerospace Engineering » enseigné en anglais, 5 masters orientés recherche, 14 Mastères Spécialisés, 6 écoles doctorales.

L'ISAE-SUPAERO développe une politique de recherche très largement tournée vers les besoins futurs des industries aérospatiales ou de haute technologie. Cette proximité avec le monde industriel se caractérise également par le développement d'une politique de chaires d'enseignement et de recherche dans des domaines stratégiques et par la participation de très nombreux intervenants industriels aux enseignements, où ils présentent aux étudiants les dernières innovations technologiques ainsi que les meilleures pratiques industrielles.

L'ISAE-SUPAERO est membre fondateur de l'Université Fédérale de Toulouse, au sein de laquelle il anime l'axe aérospatial avec des initiatives comme le GIS microdrones ou le Centre spatial universitaire toulousain (CSUT).

Sur le plan international, l'ISAE-SUPAERO coopère avec de grandes universités européennes (TU Munich, TU Delft, ETSIA Madrid, Politecnico Torino et Milano, KTH Stockholm, Imperial College, Cranfield,...), nord-américaines (Caltech, Stanford, Georgia Tech, UC Berkeley, EP Montreal...), latino -américaines et asiatiques.

L'ISAE-SUPAERO rassemble 100 enseignants et chercheurs, 1.800 professeurs vacataires issus du monde professionnel, et près de 1.700 étudiants en formation initiale. Plus de 30 % de ses 650 diplômés annuels sont étrangers. Son réseau d'alumni s'appuie sur plus de 21 500 anciens diplômés.

Pour en savoir plus, consultez le site web de l'Institut : <http://www.isae-supaero.fr>

Le pôle Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) est un des 3 pôles qui composent le service Responsabilité Sociétale Audit et Maîtrise des Risques, les 2 autres pôles étant DDRS (Développement Durable et Responsabilité Sociétale) et SECU (Sécurité et Sûreté).

Il a pour missions principales :

- la définition, mise en œuvre et suivi de la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- l'accompagnement Qualité pour le maintien des certifications ISO 9001 et QUALIOPI
- le suivi des dossiers ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les fournitures du présent marché pourront être commandées par l'ISAE-SUPAERO selon les modes de passation des commandes suivants :

1.5.1 - Modalités de passation des commandes selon le support (BPU, catalogue, devis) :

Vêtements et EPI commandés sur la base du bordereau des prix unitaires :

Une large majorité des EPI et vêtements toutes catégories confondues seront commandés sur la base du BPU, qui liste EPI et vêtements couramment commandés.

Dans ce cas, une demande sera adressée au titulaire précisant l'objet du besoin, la référence du BPU que l'ISAE-SUPAERO prévoit de commander et la quantité. Le titulaire conseillera l'ISAE-SUPAERO sur commande et pourra faire des propositions dans le cas où une solution plus adaptée existerait au BPU.

Une fois le choix arrêté par l'ISAE-SUPAERO, la commande sera passée selon les modalités prévues au CCP.

Vêtements et EPI commandés sur la base du catalogue :

Par exception, certains EPI et vêtements toutes catégories confondues seront commandés sur la base du catalogue du titulaire.

Dans ce cas, une demande sera adressée au titulaire précisant l'objet du besoin, la référence au catalogue que l'ISAE-SUPAERO prévoit de commander et la quantité. Le titulaire conseillera l'ISAE-SUPAERO sur commande et pourra faire des propositions dans le cas où une solution plus adaptée existerait au BPU.

Une fois le choix arrêté par l'ISAE-SUPAERO, la commande sera passée selon les modalités prévues au CCP.

Vêtements et EPI commandés sur devis :

L'ISAE-SUPAERO, pour des besoins très spécifiques et ponctuels (information non contractuelle mais purement indicative qui ne saurait engager l'ISAE-SUPAERO, il a été commandé sur devis au cours des années précédentes un seul KIT de ventilation assistée ATEX pour un montant de 2 055, 96 € HT, EPI désormais intégré au BPU) qui naîtraient en cours d'exécution de l'accord-cadre, pourra passer une commande sur devis avec le titulaire (exemples : commande de différents modèles d'un même EPI/vêtement, de nouveautés, un vêtement ou EPI qui n'existe ni au BPU, ni au catalogue, marquage spécifique, ...).

Le devis devra préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées.

Le devis devra automatiquement être accompagné d'un **bon à tirer** qui permettra de valider le rendu visuel et esthétique de l'objet commandé. La signature du bon à tirer par le service prescripteur vaudra acceptation.

Les commandes passées dans ce cadre devront joindre le bon à tirer, notamment pour les articles qui font l'objet d'un marquage (flocage ou broderie).

Les devis devront être transmis par le titulaire à l'ISAE-SUPAERO dans un délai de 48 heures

1.5.2 - Modalités de passation des commandes selon le moyen (carte achat, bon de commande)

1- En cas d'exécution du marché par carte achat (confer annexe « carte achat ») :

Les commandes se feront sur la plateforme de commande dématérialisée et sécurisée du titulaire qui doit permettre la définition d'un profil habilité à effectuer un panier de commande, le valider et payer la commande par carte achat suivant les modalités de l'annexe « carte achat » du CCP, dans le cas où le titulaire accepte l'exécution du marché par carte achat.

La validation du "panier" en ligne par une personne habilitée de l'Administration, et définie par cette dernière, vaudra bon de commande.

La référence de la commande (N° BDC) sera celle attribuée automatiquement par le portail du titulaire lors de la validation.

2- En cas d'exécution du marché sans carte achat :

Si le titulaire n'accepte pas l'exécution du marché par carte achat, ou que les conditions de commande par carte achat ne sont pas réunies, les commandes passées sur la plateforme auront simple valeur de devis et le pouvoir adjudicateur émettra un BDC accompagné du devis qui sera notifié à une adresse mail définie par le titulaire lors de la réunion de lancement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est égale à la durée nécessaire à l'exécution de la totalité de la prestation.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes (carte achat et charte logo ISAE-SUPAERO)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le tableau des délais de livraison
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le cadre de réponse technique
- La grille tarifaire pour application du pourcentage de remise par rapport au montant annuel consommé

3 – Spécifications techniques

3.1 – Services et métiers à doter

A titre indicatif, les métiers concernés sont détaillés dans le tableau ci-dessous avec les effectifs :

Service	Métiers	Effectifs
Direction de la recherche et des ressources pédagogiques	Ouvriers ateliers/laboratoires, mécaniciens	65
Secrétariat Général	Polyvalence, Suivi chantiers, Intervention terrain	35
Direction adjointe	Sécurité, Prévention	6

Des effectifs temporaires peuvent venir s'ajouter aux effectifs permanents.

Les différents équipements à fournir par service sont détaillées dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)

En complément des articles demandés au BPU, le titulaire du marché proposera et présentera un catalogue avec d'autres articles en lien avec les activités de l'ISAE-SUPAERO.

3.2 – Visuels

Le titulaire devra fournir un document au format .pdf sous forme de « catalogue » sans prix reprenant le visuel de chacun des articles présentés dans le bordereau des prix unitaires. Ce catalogue sera actualisé régulièrement (à minima une fois par semestre).

Les visuels des articles ont un caractère indicatif et non contractuel. Ils ont pour objectif de permettre aux soumissionnaires de se représenter la fonction de chaque produit afin de proposer des articles aux fonctions similaires ou approchantes.

3.3 – Marquage

Les marquages à réaliser sont mentionnés, pour chaque article, dans le bordereau des prix

Le type de marquage : broderie ou flocage est précisé pour chaque article du BPU.

Le titulaire proposera les dimensions compatibles avec les articles à marquer, la qualité du marquage devra prendre en considération les caractéristiques des tissus afin d'éviter une éventuelle détérioration.

Le logo de l'institut est présenté en annexe » Charte logo ISAE-SUPAERO », il peut être décliné dans plusieurs coloris : bleu, noir ou blanc. Le fichier graphique contenant les designs des broderie et flocages sera transmis au prestataire lors du démarrage du marché. Le titulaire veillera ainsi à respecter la charte graphique de l'ISAE-SUPAERO jointe en annexe.

Le titulaire aura à sa charge la réalisation des fichiers d'exécution et des frais techniques liés au marquage, ces derniers sont à ajouter au prix de l'article mentionnés au BPU.

3.4 – Normes

Les normes et caractéristiques techniques à respecter pour les fournitures du présent marché sont précisées dans les spécifications de chaque article du BPU.

Le titulaire s'engage à tenir informé le pouvoir adjudicateur de toute évolution de la réglementation durant la période du marché. Les fournitures livrées doivent être à jour des normes en vigueur.

Tous les vêtements de travail devront être conformes aux prescriptions réglementaires françaises ou européennes en vigueur relatives aux EPI, norme ISO 13688 à minima. Des normes complémentaires devront être respectées pour répondre aux besoins des différents métiers (norme de protection contre le froid, norme de protection contre les intempéries, norme de protection des chaussures contre l'écrasement.)

Le mémoire technique du candidat comprendra également :

- Les fiches techniques des articles proposés précisant l'origine et la composition des vêtements, leurs modalités d'entretien, la matière et les spécifications
- Les certificats de conformité aux normes
- Les certifications, labellisations ou équivalent relatives aux aspects environnementaux

La qualité des fournitures devra être maintenue durant tout le marché et conforme aux échantillons reçus en début de marché.

3.5 – Mise à disposition d'un portail internet

Le titulaire proposera un portail en ligne avec la création d'un « compte client ISAE » avec identifiants de connexion. Ce portail devra permettre de transformer un « panier » en devis à éditer, ainsi que consulter le catalogue en ligne.

La possibilité de pouvoir passer en ligne la totalité de la commande des articles avec ou sans broderie serait appréciable.

Le portail internet devra être mis à disposition dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du contrat avec la possibilité de créer les profils habilités.

3.6 – Assistance technique / service après-vente

Le titulaire devra fournir une assistance technique téléphonique disponible sur les heures ouvrées (hot line) ou à minima un support technique joignable directement sur l'espace client de l'ISAE-SUPAERO ou sur le portail du titulaire. En cas d'impossibilité de joindre le titulaire, un conseiller devra rappeler l'ISAE-SUPAERO dans un délai de 48 heures ouvrées.

Un numéro de suivi devra être généré pour assurer le suivi de la demande.

Toute marchandise livrée non conforme à la commande effectuée, sera reprise par le titulaire à ses frais, et ce dernier devra, dans les délais indiqués dans l'onglet correspondant du « tableau des délais de livraison » faire parvenir à l'émetteur de la commande l'article initialement commandé.

Aussi, il précisera dans son mémoire les possibilités de retour mais aussi d'essayage en boutique avant achat dès lors où le candidat en dispose.

En cas de rupture de stock, de retrait ou de remplacement d'un produit, le titulaire proposera un produit de substitution au même prix que le produit initial dans un délai de 5 jours ouvrés maximum.

4 - Intervenants

4.1 - Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée, mais elle ne doit pas concerner l'objet principal de la prestation qui doit rester à la charge du titulaire. La sous-traitance peut par exemple concerner les prestations de broderies ou de flocages des vêtements.

Modalités d'acceptation et d'agrément des sous-traitants :

L'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire remet à l'acheteur un acte spécial de sous-traitance.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6.3 – Délais

6.3.1 – Délais de livraison

Il appartient au soumissionnaire de renseigner dans le tableau des délais de livraison les délais de livraison des commandes courantes (commandes non urgentes) associés à chacune des catégories de produits et de celles de remplacement faisant suite à une erreur de livraison (taille erronée, mauvais article livré, défaut sur l'article, marquage erroné ou incomplet). Le délai proposé par les candidats ne pourra toutefois pas excéder les délais indiqués par l'ISAE-SUPAERO dans ce même tableau dans la colonne « délai maximal à ne pas dépasser ». Si aucun délai n'est spécifié ou si le délai proposé est supérieur, c'est le délai maximal indiqué dans le tableau qui s'appliquera.

Les délais de livraison des prestations débutent à compter de la notification de chaque bon de commande. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.3.1 – Délais de fourniture d'une prestation

Nature de la prestation	Délai de réalisation	Point de départ du délai
Fourniture d'un devis	5 jours ouvrés	A compter de la réception de la demande par mail ou sur le site internet du titulaire. Si pas d'accusé de réception, le titulaire sera réputé avoir reçu la demande le lendemain de son envoi.
Mise en place du site internet	1 mois	Date de notification du marché
Envoi de l'avoir	15 jours ouvrés avant la date anniversaire du marché	Date de notification du marché / date de commencement de la nouvelle période
Fourniture du BPU au format catalogue pour les services utilisateurs	1 mois	Date de notification du marché
Rappel d'un conseiller dans le cas où l'ISAE n'aurait pas pu joindre le titulaire (demande d'information, devis ou SAV)	48 heures ouvrées	Heure de l'émission de l'appel ou horodatage sur le site du titulaire de la demande de contact

Le retard du titulaire dans l'exécution de l'une de ces prestations pourra donner lieu à l'application de pénalités prévues au présent CCP.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires définitifs, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont établis hors TVA, en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution (normes, règles de sécurité, fournitures, frais d'emballage, frais de livraison, de chargement et de déchargement, taxes, ...) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, de telle sorte que pour leur exécution complète, telle que stipulée au présent CCP, l'ISAESUPAERO n'ait rien à payer au Prestataire, en sus des prix du BPU, sous quelque forme que ce soit ou quelque prétexte que ce soit.

La rémunération du titulaire s'établit sur la base des prix mentionnés au BPU. L'ISAE-SUPAERO souhaite compléter la rémunération du titulaire par un système de remise qui permet une réduction du prix en considération du volume annuel de commandes.

Ce taux de remise matérialisé par un avoir ou un titre de recette applicable au montant total annuel de commandes passées sur une période du marché. Ce pourcentage de remise est ferme et est fixé par le titulaire dans la « grille tarifaire » qu'il remet en même temps que son offre.

Le pourcentage de remise de la période P, est applicable sur la période suivante P + 1 : quinze jours avant la date anniversaire du marché, le montant total de commande annuel est arrêté par l'ISAE-SUPAERO qui le communique au titulaire.

La remise sera matérialisée par l'émission d'un avoir qui prendra la forme d'un document PDF récapitulant le montant total annuel de commande ainsi que le pourcentage de remise appliquée. Ce pourcentage de remise devra correspondre à celui indiqué dans sa grille tarifaire en fonction du montant total annuel consommé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, soit jusqu'à la date anniversaire du marché pour transmettre son avoir.

Par exception, dans le cas où le marché ne serait pas reconduit, ou pour le cas de la dernière période du marché, le pourcentage de remise sera applicable sur la période en cours et non la période suivante. A ce titre, il sera possible de cumuler sur la période en cours à la fois le montant de l'avoir de la période précédente ainsi que le montant de la remise de la période en cours.

Les modalités de récupération de la remise restent en revanche identiques : quinze jours avant la date anniversaire du marché, le montant total de commande annuel est arrêté par l'ISAE-SUPAERO qui le communique au titulaire.

L'ISAE-SUPAERO émettra alors un titre de recette d'un montant égal au pourcentage de remise applicable en fonction du montant total annuel de commande à l'encontre du titulaire.

7.2 - Modalités de variation des prix

La révision de prix ne concerne que les prix unitaires du BPU. Le taux de remise reste ferme durant toute la durée du marché.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La demande de révision des prix est à l'initiative du titulaire. Il adresse sa demande au service des achats. Cette demande doit intervenir dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

La révision se formalise par la communication du bordereau de prix unitaires (BPU) au format Excel présentant les prix initiaux, les prix révisés, les formules de calcul (accessibles et modifiables).

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = (010764273 (n) / 010764273 (o))$$

$$\text{Et } P(R) = C_n \times P(0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Indice (n) : valeur de l'indice de référence au mois n.
- Indice (o) : valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- P (R) : Prix révisé
- P (0) : Prix initial

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue comme définitive, publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'indice de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'indice 0100764273 « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 32.99 autres produits manufacturés n.c.a ».

Code indice	Libellé	Organisme diffuseur
010764273	Prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 32.99 autres produits manufacturés n.c.a	INSEE

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur les informations suivantes, obligatoires pour déposer les factures sur le portail dédié :

- le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : **130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;
- le code service "**FACTURES avec ENGAGEMENT**" ;
- le **n° d'engagement** correspond au n° du bon de commande émis par l'ISAE ou au numéro EJ figurant sur la page de garde de l'acte d'engagement pour les marchés conclus à prix forfaitaires (**numéro au format 450000xxxx**).

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

Institut Supérieur de l'aéronautique et de l'Espace
10 Avenue Marc Pégélin
BP 54032
31055 TOULOUSE CEDEX 4

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS. Les livraisons s'effectuent sur les jours et heures ouvrés de l'ISAE-SUPAERO, à savoir :

Du lundi au vendredi de 8 h à 17 h

Contrôle par bon à tirer des articles avec marquage (broderie, flocage) :

Pour les commandes concernant des articles destinés à être marqués, un contrôle systématique par bon à tirer (BAT) sera effectué par l'ISAE-SUPAERO avant le lancement de la commande. Ce BAT prendra la forme d'un document PDF représentant le visuel de l'équipement/vêtement ainsi que les et attester de la validation effective de la commande.

Toute commande lancée sans le retour du BAT signé par un personnel de l'ISAE-SUPAERO sera réputée invalide et n'ouvrira aucun droit pour le titulaire.

Toute commande reçue non conforme au BAT sera renvoyée au titulaire à ses frais.

Minimum de commande imposé pour livraison :

Dans la continuité des modalités environnementales d'exécution du contrat, l'ISAE-SUPAERO fixe, sauf exception dument justifiée (ex urgence, article sur mesure ...) un montant minimal de commande en deçà duquel il ne sera pas possible de passer commande. Ce montant minimal est fixé à 350 euros HT par commande.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Dans le cadre de l'exécution du marché, les titulaires doivent apporter une attention toute particulière à la qualité des produits proposés notamment sur la limitation de leur impact sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie.

A cet effet, l'ISAE-SUPAERO souhaite que le titulaire propose des produits présentant des caractéristiques en faveur du développement durable (composition, provenance des produits, emballages réduits ...)

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/100 de la valeur HT du bon de commande objet de la prestation en retard, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.1 - Pénalités spécifiques

Pénalité	Occurrence	Valeurs en € HT	Précisions	Article du CCP visé
Non-respect du délai de fourniture d'un devis	Journalier	50, 00	Par jour de retard	1.5.1
Non-respect du délai de production du BPU au format catalogue pour les services utilisateurs	Journalier	50,00	Par jour de retard	3.2
Non-respect de la charte graphique ISAE-SUPAERO	Forfaitaire	100,00		3.3
EPI/vêtement non conforme aux normes européennes	Forfaitaire	100,00	Par équipement/vêtement non conforme	3.4
Non-respect du délai de mise en place du site internet	Journalier	50,00	Par jour de retard	3.5
Non-respect du délai de rappel d'un conseiller dans le cas où l'ISAE n'aurait pas pu joindre le titulaire	Journalier	50,00	Par heures de retard	3.6
Non déclaration d'un sous-traitant	Forfaitaire	500,00	Par sous-traitant non déclaré	4

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- Ajout de référence au bordereau des prix pour des besoins devenus récurrents
- Correction d'une erreur matérielle manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambiguïté, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.)
- Evolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles et/ou normes de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles
- Nécessité d'adapter les modalités de règlement des comptes
- Evolutions des modalités d'utilisation de la carte achat
- De la nécessité d'adapter les modalités de règlement des comptes
- De la nécessité de remplacement d'un indice de variation des prix en cas d'arrêt de publication par l'INSEE. Dans ce cas, l'ordre de service précisera l'indice de substitution et le coefficient de raccordement à appliquer
- De la nécessité d'abaisser le montant minimal de commande

Le réexamen se fera par ordre de service adressé au titulaire du marché et précisera le ou les motifs de réexamen. Il produira ses effets dès réception par le titulaire du marché de la notification de l'ordre de service.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 – Dérogation à l'exclusivité du titulaire

L'ISAE-SUPAERO se réserve la possibilité de déroger à l'exclusivité du titulaire sans mise en demeure préalable et sans que ce dernier ne puisse percevoir d'indemnité dans les cas limitativement énumérés suivants :

- Impossibilité matérielle et/ou technique, retracée par écrit du titulaire d'assurer la prestation objet du marché dans les délais impartis au CCP
- Irrespect par le titulaire du délai de réponse ou de remise du devis pour l'établissement du bon de commande et/ou retard dans le délai de livraison
- Rupture de stock ou indisponibilité temporaire d'un article au moment de la commande sans possibilité pour le titulaire de le remplacer par un produit équivalent répondant au même besoin
- Suppression définitive d'un article au bordereau des prix unitaires et impossibilité pour le titulaire de le remplacer par un produit équivalent répondant au même besoin
- Défaut de qualité et/ou de conformité du produit

22 - Dérogations

- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

